

PCF

Parti Communiste Français

FRONT  
DE GAUCHE

# Travailleurs 62

« l'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de  
lutte des classes »

Journal départemental des communistes du Pas-de-Calais à destination des entreprises

Novembre 2016 – ispcf 62

## « L'urgence de la réindustrialisation ! »



L'annonce de la possible fermeture d'ALSTOM à Belfort, pose une nouvelle fois la question de la politique industrielle de notre pays. Depuis plus de vingt ans, la France navigue à vue dans ce domaine ; de Sarkozy à Hollande, l'État a abdiqué la maîtrise de l'indépendance industrielle du pays. Les seules lois qui vaillent pour eux, sont celles que leurs dictent les multinationales, celles du « libéralisme économique ».

La recherche du profit maximum les amènent souvent à délocaliser la production vers les pays à bas-coût de main d'œuvre ; et de plus en plus souvent, les bureaux d'étude où les centres de recherche. Les restructurations de groupes, qui se multiplient ( ex. Faurecia qui vend une partie de son activité à Plastic Omnium ; Alcatel, à Nokia, etc..) se traduisent par des « économies d'échelle », traduisez par des suppressions de postes.

La France a ainsi perdu 700 000 emplois industriels ces 10 dernières années. Et notre région n'est pas en reste. Les taux de chômage record dans le bassin minier et sur le littoral sont directement liés aux fermetures d'entreprises, ou aux « dégraissage » d'effectifs. Et ça continue ! Cet été, les panneaux d'autorisation de

démolir la papeterie de Stora Enso, à Corbehem, ont été apposés dans l'indifférence quasi générale, comme s'il s'agissait là d'une fatalité !

Peut-on faire autrement ? Bien sûr que oui ! Les grands pays capitalistes, comme les États-Unis, le Japon ou l'Allemagne n'ont jamais sacrifié leur industrie. La Grande-Bretagne se lance, avec Theresa MAY, le nouveau premier ministre conservateur, dans une « renationalisation industrielle », pour reprendre l'expression du *Figaro éco*.

Elle vient de créer un « comité gouvernemental chargé de la stratégie industrielle au service de l'emploi » ; l'équivalent du « commissariat général au plan » créé en 1946 par De Gaulle à l'instigation des communistes... et liquidé en 2006 par Dominique de Villepin !

La Grande Bretagne veut reconstituer une grande industrie. Et nous ? Accroché à la feuille de route de l'Union Européenne, nos dirigeants pensent qu'on peut conserver chez nous la haute technologie, et envoyer les usines en Europe de l'est ou en Asie du Sud-est. C'est une ineptie à laquelle il faut mettre fin, d'urgence !

Redévelopper une grande industrie dans notre pays, c'est possible. Cela passe par une politique volontariste ; le rôle moteur de l'État par la nationalisation des secteurs clés, à commencer par la banque.

Bien loin du burkini, et autres fadaïses, c'est ce thème que les communistes veulent placer au centre du débat électoral à venir ; car c'est de lui dont dépend la fin du chômage de masse, et la place de la France dans le monde.

**Hervé POLY,**

Secrétaire de la fédération PCF du Pas-de-Calais

## > Zoom sur les dossiers départementaux

### Devenir du site « **AUTOMOTIVE EXTERIORS MARLES LES MINES** »



Le groupe FAURECIA a cédé cet été son activité pare-chocs à PLASTIC OMNIUM. Cette vente est motivée par des considérations financières -effacer la dette du groupe-, et stratégiques, FAURECIA entend recentrer ses investissements sur l'innovation des systèmes intérieurs.

La commission européenne a réduit le périmètre de la vente pour « préserver une pression concurrentielle suffisante ». Elle a donné son feu vert au rachat par PLASTIC OMNIUM de l'activité pare-chocs de FAURECIA.

Cependant elle l'a conditionnée à la cession, par P.O, à un tiers non identifié, de sept installations industrielles, dont quatre françaises : AUDINCOURT( Doubs), MARINES(Val d'Oise),BURNHAUPT( Haut- Rhin), et le site de MARLES LES MINES, dans le département du Pas de Calais.Dans l'attente d'une revente par Plastic Omnium, les entreprises concernées ont été regroupées en une entité autonome, AUTOMOTIVE EXTERIORS EUROPE.

Les salariés de l'entreprise de MARLES LES MINES, comme leurs collègues des autres sites s'interrogent sur leur avenir. A qui sera vendue l'usine de MARLES ? La vente concernera-t-elle toutes les entreprises regroupées dans A.E.E, ou s'agira-t-il d'une « vente à la découpe » ? Autre interrogation, et pas des moindres : le site de MARLES LES MINES abrite une activité « intérieur système » qui n'intéressera pas forcément un repreneur spécialisé dans les « systèmes extérieurs ».

Qu'entend faire le gouvernement français pour assurer la pérennité des 4 sites français d'AUTOMOTIVE EXTERIORS EUROPE ;Pour préserver l'emploi dans ces entreprises aux carnets de commandes bien remplis ;Pour favoriser la reprise par un groupe français, ou à défaut européen, donnant des garanties en ce sens ?

**Dominique WATRIN**  
Sénateur du Pas de Calais

### **Colère à la Française de mécanique face aux plans de P.S.A**



Les responsables CGT de la FM sensibilisent depuis plusieurs années maintenant la population du secteur ainsi que les élus sur la fragilisation permanente de l'entreprise, essentiellement causée par des choix stratégiques du groupe PSA n'ayant pour seule variable d'ajustement qu'une recherche accrue des profits. Les syndicalistes portent une série de revendications et n'hésitent pas à combattre les logiques pernicieuses du groupe. Dernier dossier en date : la création d'une usine en Slovaquie pour produire le moteur EB-Turbo. Une stratégie assumée par la FM mais dénoncée par la CGT.

« Nous produisons le moteur EB-Turbo (élu moteur de l'année en 2015 et 2016) qui est très demandé. Or, on a appris que la direction de PSA a fait le choix d'ouvrir une usine en Slovaquie, soi-disant en complément de la production faite ici à Douvrin. C'est incontestablement un manque à gagner pour nous. Et nous estimons que c'est une manœuvre pour progressivement fermer la FM », note Alain Labarre, délégué C.G.T de l'entreprise.

C'est l'indignation du côté des travailleurs du site qui ne comprennent pas pourquoi et à l'inverse, la production de ce nouveau moteur sur le site de la F.M ne s'est pas traduit par des créations d'emplois. « La direction nous avait promis 500 postes supplémentaires. Mais avec cette nouvelle usine en Slovaquie, nous savons que ce ne sera pas le cas. »

## > Zoom sur les dossiers départementaux (suite)

### STORA-ENSO : à démolir ?



L'été est la saison des mauvais coups. Le groupe papetier finlandais STORA ENSO en a profité pour obtenir le permis de démolition de l'usine de CORBEHEM. Cette autorisation accordée par les villes de CORBEHEM et BREBIERES met fin à toute possibilité de reprise du site.

Ce que voulait STORA ENSO, dès le début, c'était la fermeture définitive de l'usine pour diminuer la production de papier en Europe, et faire monter les prix de la pâte à papier. Tout aura été fait par la multinationale pour faire « capoter » tout projet de rachat. Ce fût le cas, en particulier avec Double A, un groupe thaïlandais, bien connu dans le monde du papier, et qui était candidat à la reprise. Les négociations sont allées très loin ; si loin qu'Arnaud MONTEBOURG, alors ministre du redressement productif, avait pu annoncer qu'il y avait un repreneur. C'était sans compter sur la volonté ferme de STORA ENSO d'aboutir à ses fins ; et sur le peu de conviction du gouvernement de le contrecarrer !

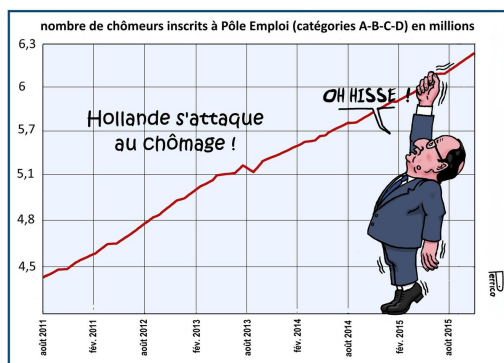
Pouvait-on éviter d'en arriver là ? Bien sur que oui ! L'usine de CORBEHEM n'était pas un « canard boiteux », mais un outil de production très efficace ! Pour contrer STORA, les communistes ont proposé la nationalisation temporaire du site. Elle aurait permis à l'État de prendre la main dans les négociations de reprise ; de protéger l'outil de travail et les salariés.

Mais le mot « nationalisation » est devenu pour HOLLANDE et les dirigeants du P.S, un « gros mot » !

Alors qu'un pays capitaliste comme les USA n'hésite pas à y avoir recours (c'est ainsi qu'OBAMA a sauvé « Général Motors »), HOLLANDE, dès le début de son quinquennat a refusé d'utiliser cet instrument efficace !

Les 330 salariés ont été licenciés ; la machine 5, une des plus importantes du monde, serait démontée et partirait en CHINE. Quant à la friche industrielle, bien polluée, aux élus locaux de se débrouiller avec !

Est-il encore trop tard pour agir ? Pour empêcher le départ de la machine 5 sous d'autres cieux ? Pour trouver un vrai repreneur ? Pour faire payer STORA ENSO pour toute cette casse ? A défaut faut-il renoncer à l'industrie sur ce site, comme certains élus locaux le disent ? Pourtant, la proximité de RENAULT DOUAI, en pleine renaissance, l'exemple ARRAGEOIS, marqué par de belles réussites industrielles devraient faire réfléchir les élus d'OSARTIS-MARQUION. Le secteur a-t-il besoin d'une zone logistique de plus ? Pour créer combien d'emplois ? La vallée de la SCARPE peut retrouver un avenir industriel : c'est notre combat !



### La petite phrase élyséenne ...

Quand on l'interroge sur son incapacité à inverser la courbe du chômage comme il l'avait pourtant promis lors de sa campagne de 2012 voici ce que nous répond le président : « j'ai pas eu de bol »

## Intérim : le choix de la région Hauts-de-France !



Quand la droite a pris la Région, elle a beaucoup communiqué sur l'emploi. On allait voir, ce qu'on allait voir ! Xavier BERTRAND avait la solution : un numéro vert et « Proche emplois », un service d'une quinzaine de personnes, pour mettre en relation chômeurs et employeurs ! Le bilan de cette opération ? On l'attend. Il ne semble pas très brillant : 8000 personnes reçues... 200 à 300 cas « résolus » ; entendez par là, pour l'essentiel, casés en formation !

Alors la droite essaye autre chose : l'intérim ! Elle vient de signer un accord de partenariat avec ADECCO, pour promouvoir le « CDI-INTERIM ».

Avec ce contrat, créé par le gouvernement en 2013 ( et rejeté par la CGT), certains intérimaires signent un CDI avec leur agence. Ils perdent ainsi les « avantages » de l'intérim (10% de primes de fin de mission ; 10% congés payés...), tout en conservant la précarité ; s'ils ne donnent pas satisfaction, ou en cas de fin de contrat, c'est l'agence d'intérim qui les licencie.

La Région Haut de France veut encourager ce système dans 7 secteurs géographiques. Dans le Pas de Calais, c'est LENS-HENIN qui a été retenu, pour la logistique. Un des rares secteurs qui embauche en CDI est encouragé à passer par ADECCO et l'intérim nouvelle- version. On croit rêver ! L'intérim devrait rester marginal dans les entreprises pour assurer le remplacement des employés en arrêt maladie ; ou pour tenir des postes temporaires. Sa généralisation n'est pas un signe de progrès : c'est un recul de civilisation !

La politique de la droite est à l'opposée de celle que préconisaient Fabien Roussel et Cathy Apourceau, têtes de liste du PCF Front de Gauche aux élections régionales : « **Nous voulons que les richesses produites dans la région soient réinvesties ici. Il faut dire stop à l'emploi précaire et au recours toujours plus important à l'intérim.** »

## Solidarité avec les « 8 de Goodyear » !



La France qui se lève tôt s'était donnée rendez vous à Amiens le mercredi 19 octobre pour manifester son soutien aux huit anciens salariés de Goodyear, rejugés en appel, après leur condamnation en janvier de cette année, à 24 mois de prison dont neuf ferme. Dès 8h, au parc Saint Pierre, l'ancien représentant CGT de Goodyear Mickaël Wamen, a pris la parole ainsi que son avocat avant de se rendre escorté par la foule au palais de justice. Venus de toutes les régions, syndicalistes, représentants politiques, artistes ou simples citoyens tous avaient voulu faire de cet événement un temps fort de la lutte.

Lutte contre la répression anti syndicale, la justice de classe et la violence du capitalisme financier. Même avant l'énoncé du jugement, l'ampleur de la mobilisation avait un goût de victoire. Finalement, la cour d'appel d'Amiens a requis deux ans de prison avec sursis pour les salariés condamnés. Une première victoire !

---

**Je veux combattre l'austérité et défendre l'emploi / J'adhère au PCF**

> Nom / Prénom :

> Adresse :

> Tel :

> Mail :

A retourner à Fédération PCF du Pas-de-Calais, 66 rue de la Gare BP 256 62305 LENS CEDEX